

L'anesthésie morale de la Vieille Europe

Article rédigé par *Lenzi Massimiliano*, le 24 février 2005

[Milan] - "Les chrétiens ne sont plus majoritaires en Europe et nous vivons une époque de laïcisme militant, résumé par le slogan 'Je suis personnellement contre mais je ne peux pas imposer mon opinion'.

L'effet est une véritable anesthésie morale." Janne Haaland-Matlary, ancien vice-ministre des Affaires étrangères norvégien du gouvernement démocrate-chrétien de 1997 à 2000, est membre du Conseil pontifical Justice et Paix ; elle analyse depuis des années le schéma des attaques que l'Occident laïciste militant utilise pour élever l'avortement, l'euthanasie et l'homosexualité au rang de droits universels.

La manière de procéder des laïcistes est simple et part du principe suivant : si je ne peux pas me battre "culturellement" pour imposer mon opinion, alors celle-ci est relative et chacun peut construire sa propre morale. Résultat : "Les droits deviennent ce qu'ils ne sont pas, une sorte de menu à la carte" (en français dans le texte, Ndt) où chacun choisit ce qui lui plaît le plus. "Le réseau des partisans de l'avortement, de l'euthanasie etc., – remarquait Mme Haaland-Matlary dans la revue *Vita e Pensiero* (janvier 2001) – agit comme un lobby qui veut imposer ses règles aux États. Quel est ce réseau? Des organisations non gouvernementales spécialisées (monothématiques), féministes et écologistes, qui poussent leurs thèmes dans les institutions internationales comme l'ONU et l'OSCE".

La pression fonctionne "quand elle s'exprime en termes de droits individuels, souvent présentée comme évolution progressive de la condition humaine et de la tolérance. L'idée de nature humaine, en effet, est considérée par l'Occidental postmoderne comme une conception essentialiste, dépassée, au profit du constructivisme." Par conséquent, le sexe "est relatif, il y n'a pas de masculin ou de féminin, mais la reconnaissance d'une fonction sociale, et l'hétérosexualité et l'homosexualité deviennent une orientation qui peut être modifiée à plaisir". Il en résulte une nouvelle anthropologie avec des répercussions immédiates dans tous les domaines de la vie sociale, depuis la famille. "Ce qui importe - explique Janne Matlary - c'est d'obtenir que textes issus des Nations-unies puissent être invoqués, les documents de l'Onu jouissant d'un grand prestige dans la plupart des États", même curieusement ceux qui sont autoritaires et anti-libéraux.

Violence sur les femmes

Lors de la Conférence de l'Onu sur la violence faite aux femmes (1993), Mary Ann Glendon, auteur du livre *A World made new* (Random House, New York, 2001) ne disait pas autre chose : "Comme chef de la délégation du Vatican, je me suis tout de suite rendu compte que les délégués de la Vieille Europe faisaient tout pour effacer chaque référence des points clé de la Déclaration universelle des droits de l'homme : ceux qui concernent la liberté religieuse, le droit des parents, le mariage et la famille, la protection de la maternité et des enfants. Bien – me dis-je – la Conférence veut combattre les violences subies par les femmes ? Alors prenons justement celles qui sont connues : entre autres violences, il y a les programmes obligatoires de contrôle des naissances, les stérilisations forcées, les pressions pour avorter, la présélection des sexes pour la destruction des fœtus féminins..."

© Tempi, traduction Décryptage.

> D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

>